

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 6 JANVIER 2025**

| | | |
|---|-------------|---------|
| NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9 | | |
| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
| 14 | 0 | 2 |
| OBJET DE LA DECISION N° 25/15 24FOUR02 - ACCORD-CADRE DE LOCATION COURTE DUREE DE VEHICULES METIERS POUR LES BESOINS DE LA METROPOLE - RELANCE DES LOTS 1, 2, 3 ET 5 DU 22FOUR07 SUITE A UNE DECLARATION SANS SUITE POUR INFRUCTUOSITE - AUTORISATION DE SIGNATURE | | |

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/15

BUREAU DU 6 JANVIER 2025

**O B J E T : 24FOUR02 - ACCORD-CADRE DE LOCATION COURTE
DUREE DE VEHICULES METIERS POUR LES BESOINS
DE LA METROPOLE - RELANCE DES LOTS 1, 2, 3 ET 5
DU 22FOUR07 SUITE A UNE DECLARATION SANS
SUITE POUR INFRUCTUOSITE - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5, L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 17/12/2024,

CONSIDERANT que la présente consultation concerne un accord-cadre à bons de commande de location courte durée de véhicules métier pour les besoins de Métropole en 3 lots,

CONSIDERANT que cette nouvelle consultation est nécessaire suite à une déclaration sans suite pour infructuosité de 5 lots sur les 7 qui ont fait l'objet d'une première consultation. Les lots 1 « engins et matériels de TP » et le lot 5 « matériel d'espaces verts » sont ainsi regroupés dans le lot 1 intitulé « Engins et matériels de travaux publics et d'espaces verts ». Les lots 2 et 3 restent inchangés : lot 2 « Travail en hauteur, manutention », lot 3 « Véhicules utilitaires et remorques ». Le lot 7 « bateaux » n'est pas relancé dans le cadre de cette consultation. Les lots 4 et 6 ont été attribués,

CONSIDERANT que les prestations sont réparties en 3 lots :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|---|
| 01 | Engins et matériels de travaux publics et d'espaces verts |
| 02 | Travail en hauteur-manutention |
| 03 | Véhicules utilitaires et remorques |

CONSIDERANT que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

| Lot(s) | Seuil Minimum en € HT | Seuil Maximum en € HT |
|--------|-----------------------|-----------------------|
| 1 | 10 000 € | 100 000 € |
| 2 | 30 000 € | 300 000 € |
| 3 | 7 000 € | 70 000 € |

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 07/06/2024, avec une remise des offres fixée au 10/07/2024,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE et de la plateforme DEMATIS,

CONSIDERANT que 14 dossiers ont été retirés et 5 anonymement,

CONSIDERANT que 3 plis ont été déposés dans les délais, représentant 2 offres pour le lot 1, 2 offres pour le lot 2, et 1 offre pour le lot 3,

CONSIDERANT que pour les lots 1 et 2, Il a été constaté que le candidat LOXAM a déposé des BPUF valant DENC incomplets,

CONSIDERANT que pour le lot 3 un courrier de précisions sur la teneur de l'offre a été envoyé à la société AZUR TRUCKS LOCATION en date du 17/10/2024, dont la réponse a été reçue dans les délais impartis et a été analysée,

CONSIDERANT que suite à la commission d'appel d'offres les membres de la commission décident de classer n°1 :

- Pour le lot 1 : société FLS sise à VITROLLES (13127),
- Pour le lot 2 : société FLS sise à VITROLLES (13127),
- Pour le lot 3 : société AZUR TRUCKS LOCATION sise à VILLENEUVE LOUBET (06270),

CONSIDERANT que les sociétés présentaient les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que les sociétés ne seront attributaires des marchés qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, les marchés ne pourront pas leur être attribués,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE DECLARER irrégulières les offres de la société LOXAM pour les lots 1 et 2.

ARTICLE 3

DE DECLARER économiquement viable l'offre de la société AZUR TRUCKS LOCATION pour le lot 3.

ARTICLE 4

DE CONSTATER la recevabilité de la candidature de la société :

- Pour le lot 1 : société FLS sise à VITROLLES (13127).
- Pour le lot 2 : société FLS sise à VITROLLES (13127).
- Pour le lot 3 : société AZUR TRUCKS LOCATION sise à VILLENEUVE LOUBET (06270).

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'accord-cadre à bons de commande ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution :

- Pour le lot 1, la société FLS qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'évaluation, pour un montant estimatif de 59 182 € HT, étant précisé que :

| Minimum annuel € HT | Maximum annuel € HT |
|---------------------|---------------------|
| 10 000 € | 100 000 € |

- Pour le lot 2, la société FLS qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'évaluation, pour un montant estimatif de 49 506 € HT, étant précisé que :

| Minimum annuel € HT | Maximum annuel € HT |
|---------------------|---------------------|
| 30 000 € | 300 000 € |

- Pour le lot 3, la société AZUR TRUCKS LOCATION pour un montant estimatif de 36 877 € HT, étant précisé que le montant total des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

| Minimum annuel en € HT | Maximum annuel en € HT |
|------------------------|------------------------|
| 7 000 | 70 000 |

ARTICLE 6

DE DIRE que Pour chaque lot, l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de sa date de notification. Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre du lot considéré. L'accord-cadre considéré est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

ARTICLE 7

DE DIRE que les crédits nécessaires à cet accord cadre seront inscrits au budget principal 2024 (et suivants), sur les imputations des opérations et services concernés, section de fonctionnement.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 6 janvier 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

| | |
|------------|----|
| POUR | 14 |
| CONTRE | 0 |
| ABSTENTION | 0 |

